

L'antiparlementarisme en France

L'antiparlementarisme en France

Le boulangisme est-il antiparlementaire ?

D'après Barrès dans *L'Appel du soldat* Boulanger entendait que le parlementarisme était un « poison du cerveau ». Cet antiparlementarisme est à la fois moral (= dégoût pour les politiciens bourgeois) et fonctionnaliste (= impuissance des Chambres à gouverner) et s'enracine sur fond de démocratie bonapartiste. Reconstitué au prisme du scandale de Panama et de l'Affaire le boulangisme barrésien expose les ambiguïtés du concept d'antiparlementarisme.

Dans quelle mesure le mouvement boulangiste s'articule avec cet antiparlementarisme viscéral, idéologique et institutionnel ?

Si l'on s'en tient aux discours et professions de foi laconiques voire contradictoires du général il est difficile de dégager une conception cohérente. Peut-on y déceler plusieurs formes d'antiparlementarisme selon les moments, les hommes et les courants ? Est-ce un ingrédient du populisme ou du césarisme ? Est-ce le rejet du régime parlementaire pour un autre régime d'exécutif fort ? Est-ce tout simplement le refus du système institué par les lois de 1875 et modifié par la « constitution Grévy » de 1879, à savoir la pratique du régime d'assemblée ? Est-ce une manifestation d'hostilité face à la domination des républicains modérés ? Est-ce l'opposition à la politique suivie depuis 1879, assimilée à l'affairisme, au colonialisme et à l'oubli des questions sociales ?

Un antiparlementarisme populiste ?

L'état d'esprit boulangiste est le rassemblement des mécontents de la République. Ferry surnommait ainsi le général le « grand dégoût collecteur ». Les victoires aux législatives sont perçues comme des protestations populaires contre le régime.

Cette interprétation populiste est confirmée par l'exploitation de l'affaire des décorations (**novembre 1887**) et le premier titre du mouvement à savoir le

Comité républicain de protestation nationale. Dans ses interviews le général oppose les élites parlementaires impuissantes (les « budgeti-vauriens ») et corrompues à sa figure d'homme providentiel issu du peuple.

Ils se sont mis à cinq-cents pour ruiner la France
Aux frais de l'électeur qui, c'est fâcheux, commence
À comprendre le truc de ces pots-de-viniers.
Le moment est venu de les pilorier.
On va les balayer et ce sera justice.

Un antiparlementarisme césarien ?

Le corpus boulangiste laisse place à une critique plus institutionnelle d'une « constitution pourrie » et qui appellerait de ses vœux un retour aux conceptions plébiscitaires du Second Empire. Boulanger est en effet perçu comme une menace pour les institutions de la République. Il est appelé par Ferry le « Saint-Arnaud de café-concert ». Jules Simon publie lors de l'élection parisienne *Souviens-toi du Deux-Décembre*.

Cette interprétation est confirmée par la présence de bonapartistes parmi les boulangistes et par la rencontre du général avec le prince Napoléon.

Mais certains boulangistes, dont le général, se défendent de vouloir instaurer une dictature. Ce qu'il prouve en refusant le coup d'Etat au soir de sa victoire parisienne en **janvier 1889**.

Un antiparlementarisme démocratique ?

La critique démocratique du parlementarisme issu des institutions bourgeoises de **1875** apparaît comme dominante parmi les cadres et militants du mouvement. C'est ainsi qu'Alfred Naquet et les autres radicaux ralliés au général entendent renverser cette « œuvre orléaniste » pour en revenir aux principes de 1789 et instaurer une « République démocratique et sociale ». Le boulangisme semble donc davantage relever d'un ultra-parlementarisme.

Cette tendance est notamment présente au sein de l'extrême gauche boulangiste parisienne considérant que la République est prisonnière d'une constitution monarchique et aspirant à la démocratie directe. En **1889** le *Manifeste du Comité révisionniste du sixième arrondissement* réclame la « dissolution du chambre bâtarde ».

Exemple : *Le Pilori* du **14 juillet 1889**, dessin du caricaturiste Blass intitulé « La reprise de la Bastille » montrant Boulanger à cheval, accompagné par le canon du suffrage universel, à l'assaut de la Bastille parlementaire où l'on reconnaît les ténors du régime.

Mais le contenu de la Révision demeure indéterminé. Dans le contexte de crise économique, sociale et politique des années 1880 le boulangisme rejoint les critiques socialistes et radicales du caractère bourgeois et peu démocratique du

régime.

Mais il s'agit à nouveau d'un boulangisme parmi d'autres. Le mouvement s'est adapté aux acceptions diverses de l'antiparlementarisme qui vont du rejet viscéral de la représentation parlementaire au questionnement sur la validité du bicamérisme, en passant par une critique ultra-parlementariste du système en vigueur. Finalement le boulangisme s'illustre par son instrumentalisation politique de l'antiparlementarisme comme thème fédérateur contre les élites politiques mais ne lève aucunement les contradictions entre les différentes critiques du parlementarisme.

L'antiparlementarisme des nationalistes dreyfusards

L'antiparlementarisme suppose l'existence du parlementarisme. Or la III^e République est un régime hybride où le droit de dissolution est proscrit dans la pratique, les majorités sont instables et le bipartisme impossible.

L'antiparlementarisme est relancé au moment de l'Affaire. Est-ce le même qu'auparavant ou évolue-t-il ?

La « République absolue »

- **Primauté du législatif sur l'exécutif**
- **Indépendance quasi absolue des élus**
 - L'abolition de facto du droit de dissolution
 - Le système électoral favorisant la transaction au centre et l'exclusion des extrêmes
 - Le règlement protecteur de la Chambre
 - La conception traditionnelle et individualiste de l' élu indépendant et souverain que n'encadrent pas encore des partis constitués ou des groupes parlementaires reconnus.

Ce système atomiseur joint à l'éparpillement partisan et l'absence de majorité disciplinée implique l'instabilité ministérielle. C'est donc le Parlement qui prend les décisions importantes. Dès lors on se tourne vers lui en cas de difficultés d'autant plus qu'il n'existe aucune soupape régulatrice (dissolution, ou référendum) permettant au pays de se faire entendre.

Dès lors, comme le Parlement est le pouvoir, toute opposition au pouvoir est encline à dériver vers l'antiparlementarisme. D'autre part les meneurs antiparlementaire feront tout pour entrer au Parlement.

L'instabilité ministérielle est reconnue. Les opportunistes sont de plus en plus sensible aux lacunes du régime. Tout un courant réformateur apparaît dans les années 1894-1896 et exprime, à travers une foule de revues, brochures et thèses de droit, une inquiétude et une attitude qui annoncent déjà ce qu'on appellera bien plus tard le « parlementarisme rationalisé ».

D'autre part certains obstacles amènent à croire que le régime est irréformable. En effet la « République absolue » a exclu la droite du gouvernement et le droit de veto du Sénat constitue un obstacle majeur à la révision. Pour certains, le parlementarisme bicaméral est donc la source de tous les maux et nécessite d'être renversé.

La troisième République par sa pratique coutumière et ses défauts structurels se-crète mécaniquement l'antiparlementarisme. S'il reste discret dans les périodes calmes il est systématiquement exacerbé dès les premiers indices de crise.

Avant l'Affaire : les nouveaux facteurs de l'antiparlementarisme (1889-1898)

Liquidation abrupte du boulangisme implique Désir de revanche : « La boulangisme renaît »

Scandale du Panama : révélation -> « tous pourris »

D'autres épisodes : Le scandale des chemins de fer du Sud et l'affaire Raynal [6], l'affaire du garde des Sceaux Darlan

L'instabilité ministérielle se poursuit

Ecart incompréhensible pour les profanes entre les résultats électoraux et le jeu parlementaire (ex : ministère Léon Bourgeois **1895-1896** = 1er cabinet radical homogène alors qu'moins de 30% des sièges à la chambre)

renforce pas moins l'idée que le parlementarisme bicaméral est décidément un obstacle au progrès et que les lois de 1875 sont bien l'œuvre des orléanistes.

Sur le plan intellectuel : contestation idéologique. La vérité c'est l'efficacité *i.e* l'autorité du chef. Le rationalisme kantien s'oppose à l'intuition, l'élan vital. Barrès et *Le Roman de l'énergie nationale* ; la « faillite de la science » annoncée par Brunetière en 1895.

L'Affaire semble confirmer l'impuissance. Si le Parlement se montre très prudent on lui reproche d'un côté son incapacité à mettre un terme une campagne jugée antipatriotique et de l'autre de refuser de défendre l'innocence et la justice.

Les élections d'abord, la justice attendra : voilà le fond de la pensée parlementaire. – Clemenceau, *Aurore*, **1898**

Les variantes de l'antiparlementarisme

Les ennemis du Parlement n'ont à l'époque de commun que leur détestation. Dans les faits, l'acculturation du fait parlementaire est plus forte.

Du côté du rejet de la démocratie : Avant l'Action Française les nationalistes antidreyfusards n'assument pas leurs velléités autoritaires.

Du côté de la démocratie directe : les rangs anarchistes et socialistes sont marginaux.

Les partisans d'un régime présidentiel dont Déroulède. Il propose une « république plébiscitaire » mais le terme est mal élu et rencontre des résistances au sein même de la Ligue des patriotes. Il entend en réalité nullement supprimer le Parlement et instaurer une dictature mais relever l'exécutif.

D'autres contestent l'insuffisante représentativité.

Certains mettent en cause la loi électorale et le scrutin uninominal.

D'autres notamment dans la mouvance catholique accusent la représentativité exclusive des individus et réclame la prise en compte des corps sociaux.

Enfin certains avancent que l'élu doit aussi être un représentant de son parti et donc observer un minimum de discipline dans ses votes.